



# ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

jeunes

Question écrite n° 27638

## Texte de la question

M. Marc Le Fur attire l'attention de Mme la ministre de la santé, de la jeunesse, des sports et de la vie associative sur les campagnes publicitaires de lutte contre l'obésité. L'obésité a connu une croissance très importante ces dernières années et constitue désormais un problème de santé publique majeur. Le programme national de nutrition-santé a lancé un effort général de prévention de l'obésité et de promotion des comportements alimentaires équilibrés. Une de ses mesures, mise en oeuvre depuis 2007, est la diffusion de messages sanitaires d'information et d'éducation, en même temps que les publicités alimentaires à destination des plus jeunes. Les premiers bilans montrent toutefois que ces messages n'ont qu'un impact limité et qu'ils ne sont pas jugés assez convaincants par les jeunes pour qu'ils changent leurs habitudes alimentaires. Par ailleurs, des études montrent que ces messages gagneraient en efficacité s'ils étaient mieux ciblés. L'obésité n'est en effet pas le seul trouble alimentaire dont peuvent être victimes les jeunes, une partie d'entre eux présentant une maigreur excessive. Aussi, il lui demande quelles mesures elle entend prendre pour faire évoluer la politique de prévention de l'obésité infantile, de manière à la rendre plus efficace et mieux ciblée.

## Texte de la réponse

Le décret et l'arrêté du 27 février 2007 sur les messages publicitaires et promotionnels en faveur de certains aliments et boissons devant être accompagnés d'informations à caractère sanitaire, ont été publiés en application de la loi relative à la politique de santé publique d'août 2004. Pour les enfants, compte tenu de leur difficulté de lecture, les messages sont délivrés oralement durant les encarts qui encadrent les pages publicitaires. Plusieurs études réalisées par l'Institut national de prévention et d'éducation pour la santé (INPES) montrent une très grande acceptabilité d'une information sanitaire dans les messages publicitaires en faveur des boissons avec ajouts de sucre, de sel ou d'édulcorants de synthèse. Chez les jeunes, les résultats en termes de mémorisation, compréhension et agrément sont très largement positifs. Cette bonne mémorisation et réceptivité montrent aussi leur particulière sensibilité aux messages publicitaires. C'est pourquoi la ministre de la santé et des sports a proposé en février 2008 une démarche responsable et d'autodiscipline pour permettre aux acteurs économiques concernés de promouvoir une alimentation et une activité physique favorables à la santé dans les programmes et les publicités diffusés à la télévision. Ainsi, la charte signée le 18 février 2009 entre les ministres chargés de la santé et de la culture, le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) et les acteurs de l'audiovisuel, de la publicité et des annonceurs, prévoit que les chaînes s'engagent à accorder aux messages sanitaires de l'INPES des conditions tarifaires très avantageuses tout au long de l'année (réduction forfaitaire spécifique de 60 %), à développer des programmes pour la jeunesse sur l'alimentation et l'éducation physique d'environ 400 à 500 heures par an ainsi qu'à produire des programmes courts incitant à des bonnes pratiques alimentaires et d'hygiène de vie, en se référant aux repères du Programme national nutrition santé (PNNS). Les annonceurs se sont également engagés à renforcer leur démarche qualité dans le contenu des publicités alimentaires et à financer des programmes courts d'éducation à la santé. L'évaluation du respect de ces clauses sera faite par le CSA au bout de la première année d'engagement. De plus, un comité de suivi, auquel pourront être associés les parlementaires, sera constitué afin de suivre au plus près les résultats.

## Données clés

**Auteur** : [M. Marc Le Fur](#)

**Circonscription** : Côtes-d'Armor (3<sup>e</sup> circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire

**Type de question** : Question écrite

**Numéro de la question** : 27638

**Rubrique** : Santé

**Ministère interrogé** : Santé, jeunesse, sports et vie associative

**Ministère attributaire** : Santé et sports

## Date(s) clé(s)

**Question publiée le** : 15 juillet 2008, page 6091

**Réponse publiée le** : 31 mars 2009, page 3134